

68 56793

BIBLIOTHÈQUE SLOVÈNE.

VLADISLAV FABJANČIČ :

LES DEUX YOUGOSLAVIES

PROJET PANGERMANISTE

ET

SOLUTION ENTENTISTE ET DEMOCRATIQUE

GENEVE, 1918.

IMPRIMERIE « UNION ».

Prix: 50 cts.

EDITEUR: «SOCIETE SLOVENE JANEZ KREK»

GENEVE

Case postale Plainpalais 11.262.

Rédacteur: Vladislav Fabjančič.

56793

030034966



Solution pangermanique.

Après son succès facile et — espérons-le — éphémère à l'Est, l'Allemagne s'occupe aujourd'hui de recueillir les fruits de ses victoires. Elle s'efforce de résoudre toutes les questions orientales à sa façon et dans le sens de ses intérêts impérialistes. Elle s'est réservé le droit de décider d'une façon exclusive du sort de la Pologne, de l'Ukraine, de la Finlande, de la Roumanie etc., en éliminant, tout au moins provisoirement, toute participation des puissances de l'Entente à la solution de ces problèmes. Le plan allemand d'une Europe orientale nouvelle est déjà établi avec soin, dans son ensemble et jusque dans ses plus petits détails. Et l'Allemagne procède méthodiquement à son exécution. Si elle semble souvent hésiter et tâtonner, ce n'est qu'une apparence; car la réalisation d'un plan si grandiose demande non seulement beaucoup de temps, mais aussi une activité très complexe. Aujourd'hui déjà, nous commençons à apercevoir les grandes lignes du plan pangermanique. On se rend nettement compte de la règle générale toujours observée: n'annexer à l'Allemagne que les conquêtes que l'on juge définitives; partout ailleurs favoriser la solution susceptible de faciliter de nouvelles annexions, à l'époque voulue et quand sera terminée la digestion des victimes d'aujourd'hui.

Après s'être assuré le monopole dans les problèmes de la Russie, l'Allemagne commence à s'occuper des questions immédiates de la Mitteleuropa. C'est elle qui tranchera le litige entre la Turquie et la Bulgarie, dû à l'agrandissement de celle-ci par la paix de Bucarest; car elle détient, dans la Dobroudja septentrionale — condominium des alliés centraux —, un gage précieux pour exercer une pression sur la Bulgarie... Mais ce

n'est là qu'un point accessoire dans la politique allemande de la Mitteleuropa, dont le centre réside dans la question des rapports entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie.

Quel est l'intérêt de l'Allemagne vis-à-vis de l'Autriche? Son démembrément et l'annexion de ses territoires allemands? Aucunement! Bien au contraire, l'intérêt allemand est d'avoir dans l'Autriche-Hongrie un allié sûr et fidèle qui apportera à l'Allemagne, à toute occasion, l'appui formidable des armées que possède un Etat de 50 millions d'habitants. C'est la politique préconisée déjà par Bismarck¹⁾ et suivie dès lors par tous les hommes d'Etat allemands.

Le calcul est bien simple. Les Allemands savent que l'Autriche-Hongrie a cessé définitivement d'être une grande puissance indépendante et capable de représenter pour eux un danger; car, depuis le réveil des nationalités opprimées de la double Monarchie, les temps de sa grandeur sont passés à tout jamais. La Monarchie est divisée en deux camps opposés qui se combattent avec acharnement et sans aucune possibilité de conciliation: d'un côté les Slaves et les Latins qui démandent leur indépendance et la division de l'Empire en des Etats nationaux, de l'autre les Allemands et les Magyars qui défendent par tous les moyens la position privilégiée qui fait d'eux les maîtres des autres peuples subjugués. Mais, pour pouvoir tenir les Slaves en échec pour toujours, les Allemands d'Autriche et les Magyars ont besoin de l'aide d'une force extérieure, car ils sont en minorité dans l'Autriche-Hongrie. Quel intérêt l'Allemagne a-t-elle en face de cet état de choses? Elle ne peut pas se désintéresser de l'Autriche-Hongrie, car il ne saurait lui être indifférent que son alliée soit forte ou faible. Elle doit donc se décider en faveur de l'un ou de l'autre parti. Elle ne peut ni ne veut soutenir les Slaves, qui n'ont aucun goût pour les plans allemands de domination mondiale et qui sont résolument adversaires de toute politique commune avec l'Allemagne impérialiste. L'intérêt de l'Allemagne réside donc dans le renforcement de la position des Allemands et des Magyars dans la double

¹⁾ Bismarck a déclaré qu'il se débarasserait impitoyablement des «têtes chaudes» qui parleraient d'annexer l'Autriche à l'Allemagne.

Monarchie. Elle sait que ces deux peuples ont besoin de son appui pour pouvoir maintenir l'oppression des nationalités subjuguées; elle sait aussi qu'ils sont liés avec elle tant par la communauté de langue et du sentiment national que par leur sympathie pour les méthodes allemandes et surtout par l'identité des intérêts sociaux. Les principes que l'Allemagne propage comme siens sont essentiellement ceux des Allemands d'Autriche et des Magyars. Enfin, les trois nations: Allemands, Magyars et Allemands autrichiens ont la même soif inextinguible de domination et de conquête.

On ne peut imaginer d'alliés plus sincères ni de communauté d'intérêts plus étroite. Il n'est donc pas étonnant que l'Allemagne ait réussi à enchaîner l'Autriche-Hongrie sous tous les rapports, dans les domaines politique, économique, intellectuel¹⁾ et social. Elle a été favorisée aussi par l'intérêt vital de la maison de Habsbourg, qui est obligée de ménager, dans la personne de ses Allemands, le seul soutien sûr de l'Etat. Mais ceux-là resteront fidèles seulement si l'Autriche marche dans le sillage de l'Allemagne et reste un Etat germanique. Dans le cas contraire, elle se verrait menacée par un irrédentisme allemand extrêmement dangereux, et le dernier peuple de l'Autriche serait irrédentiste et révolutionnaire. Forcé de choisir entre les Allemands qui n'admettent qu'une Autriche où ils seront les maîtres ou menacent de partir pour Berlin²⁾, et les Slaves qui n'attendent qu'une occasion pour détruire la Monarchie danubienne et former leurs propres Etats nationaux, l'empereur Charles s'est tout naturellement décidé pour les Allemands et leurs frères magyars. On voit ainsi que *le renforcement de l'alliance entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie annoncé au mois de mai n'est que la conséquence naturelle des intérêts vitaux communs et inseparables des deux parties contractantes.* Par ce fait, l'

¹⁾ Ce serait une grave erreur de se figurer que les Allemands d'Autriche se sentent différents de ceux d'Allemagne. Ils se considèrent uniquement comme des Allemands et nullement comme des Autrichiens (d'ailleurs, personne en Autriche ne s'intitule Autrichien), et poursuivent les mêmes idéals pangermanistes.

²⁾ Le mot d'ordre de tous les partis politiques allemands de l'Autriche, à l'exception des socialistes démocrates, est comme on le sait: «L'Autriche sera allemande, ou ne sera pas.»

Allemagne a obtenu la possibilité d'une immixtion encore plus directe qu'à un paravant dans les problèmes qui agitent l'Empire des Habsbourg, et la faculté illimitée de préparer la solution de toutes les questions de l'Europe centrale dans son intérêt.

Une des questions les plus importantes qui concernent la création de la Mitteleuropa est sans doute la question yougoslave. L'Allemagne se rend bien compte que c'est là la partie la plus malade du corps de l'Autriche-Hongrie. Elle sait que l'on ne peut plus se refuser à résoudre cette question; elle voit la nécessité d'une opération énergique. Et elle a depuis longtemps déjà un plan tout prêt. Ce plan, c'est la solution pangermanique de la question yougoslave que nous allons exposer dans ces grands traits.

Il existe, on l'oublie trop souvent, deux plans pangermaniques pour la conquête de l'Europe, d'une envergure très inégale. Le premier s'exprime dans la devise «Hambourg - Bagdad», le second dans la devise «De la Mer Baltique à la Mer Adriatique» (Belt-Adria); celui-ci, plus ancien que l'autre, n'est que la continuation de la politique du Saint Empire allemand, c'est-à-dire *la poussée vers la Méditerranée par l'Adriatique*. Et il ne faut pas croire que le nouveau plan pangermanique ait remplacé l'ancien: il ne l'a que complété et élargi. Nous ne croyons pas que l'Allemagne pense pouvoir germaniser tous les territoires entre Hambourg et Bagdad; elle ne projette que d'y établir sa domination politique, militaire et économique. Il en va autrement du plan «Belt-Adria», qui a en vue la création *d'une Allemagne unifiée, depuis les rives baltiques jusqu'à Trieste et Pola*, non seulement dans l'union politique, militaire et économique, mais aussi au point de vue de la race et de la langue. Le plan prévoit la germanisation définitive et complète de tous les territoires qui séparent le peuple allemand et la langue allemande de l'Adriatique, porte septentrionale de la Méditerranée. Tandis que le plan le plus vaste dépend uniquement de la victoire militaire de l'Allemagne sur les puissances de l'Entente, les Allemands comptent pouvoir réaliser l'autre plan pangermanique même sans cette victoire: la tâche ne leur semble pas au-dessus des forces d'un peuple de 80 millions. Il s'agit d'éloigner un million et demi de Slovènes qui séparent l'Allemagne de

l'Adriatique, de germaniser ce petit peuple, de coloniser ses territoires avec des Allemands. Les Allemands exécutent ce dessein, avec méthode, depuis cinquante ans au moins; et s'ils n'ont pas encore abouti, c'est grâce à la résistance désespérée des Slovènes luttant pour leur vie. Mais, après cette guerre, ils comptent avoir facilement raison de cette résistance. Pour la vaincre, il faut avant tout isoler complètement les Slovènes, *briser leur union avec les Croates et les Serbes*, éteindre cette source d'espérance dans laquelle les Slovènes ont puisé de tout temps l'énergie nécessaire dans une lutte si dure. *Il faut donc empêcher par tous les moyens la création d'une Yougoslavie qui engloberait les Slovènes.*

Sur ce point, tous les partis allemands sont d'accord, ceux d'Autriche et ceux d'Allemagne, à l'exception de l'extrême gauche socialiste. On remplirait des volumes à vouloir seulement résumer l'énorme littérature allemande qui défend ce point de vue et enregistrer toutes les manifestations des partis politiques et des corporations allemandes qui s'y rapportent. Nous ne noterons ici que quelques exemples — choisis parmi les plus récents, sinon les plus caractéristiques — de la fidélité avec laquelle ce point de vue représente l'opinion allemande.

Le *Deutscher Klub* de Vienne a publié au mois d'avril une brochure dans laquelle la question yougoslave est envisagée du point de vue allemand. Dans l'introduction de cette brochure, il est dit entre autres : « La question yougoslave est une des importantes questions soulevées par la guerre mondiale, *les Yougoslaves habitant un territoire qui constitue pour nous le pont pour l'Adriatique, pour l'Orient et pour le commerce mondial*. Il n'est pas douteux que cette question, qui a entraîné la guerre mondiale, devra être résolue au cours même de cette guerre. Aussi notre devoir doit-il être d'appuyer la solution qui présente pour nous le moins de danger...» Voici cette solution : ...« Il faut prendre résolument position contre une solution slovène de la question yougoslave, car les pays allemands de l'Autriche et l'*Empire allemand se trouveraient de ce fait coupés de l'Adriatique et de l'Orient*. Néanmoins, les Allemands de l'Autriche n'ont aucune raison essentielle de s'opposer à une union des Serbes et des Croates sous la protec-

tion de la couronne hongroise. *De toute façon, les territoires habités par les Slovènes doivent rester unis aux pays allemands de l'Autriche.*»

L'organe des pangermanistes autrichiens, l'*Alldeutsche Tagblatt*, écrit : «Le peuple allemand luttera sans pitié contre les Yougoslaves. Aucune concession, aucun compromis : pas une seule parcelle du Sud ne doit être perdue et *la voie vers l'Adriatique doit nous revenir.*»

La *Tagespost* (21. III), le porte-parole des Volksrats de l'Autriche allemande qui ont toujours eu une influence décisive sur les gouvernements de la monarchie, après avoir demandé «l'alliance perpétuelle entre l'Autriche et l'Allemagne», alliance qui «doit entrer dans la Pragmatique Sanction, par une loi fondamentale de l'Etat, loi inviolable et éternelle», ajoute : «Nos députés doivent faire une politique des plus violentes en ce qui concerne l'Etat yougoslave. *La route de l'Adriatique doit appartenir à l'Etat et demeurer assurée pour les Allemands*, ou, pour mieux dire, cette route doit être conquise et assurée. Il ne faut pas que Trieste devienne jamais la capitale d'un Etat yougoslave ; pour cela on doit renforcer la population allemande par voie de colonisation ; mais en même temps, *les facteurs de l'Etat doivent, dans l'intérêt de celui-ci, soutenir cette colonisation par tous les moyens dont ils disposent*. *La langue allemande sur les bateaux, les écoles navales allemandes, le commerce allemand et les métiers allemands doivent avoir à Trieste leur centre et leur appui le plus fort...* La voie de Trieste doit être assurée de deux côtés, en empêchant la slavisation du chemin de fer du Sud (Vienne—Gratz—Laibach—Trieste) et en maintenant dans les mains des Allemands la ligne de Klagenfurth—Goritza—Monfalcone—Trieste...»

La *Deutsche Tageszeitung* (19. III) dit : «On ne peut pas considérer comme une question intérieure de l'Autriche le fait de voir une très forte barrière yougoslave se placer devant l'Adriatique...»

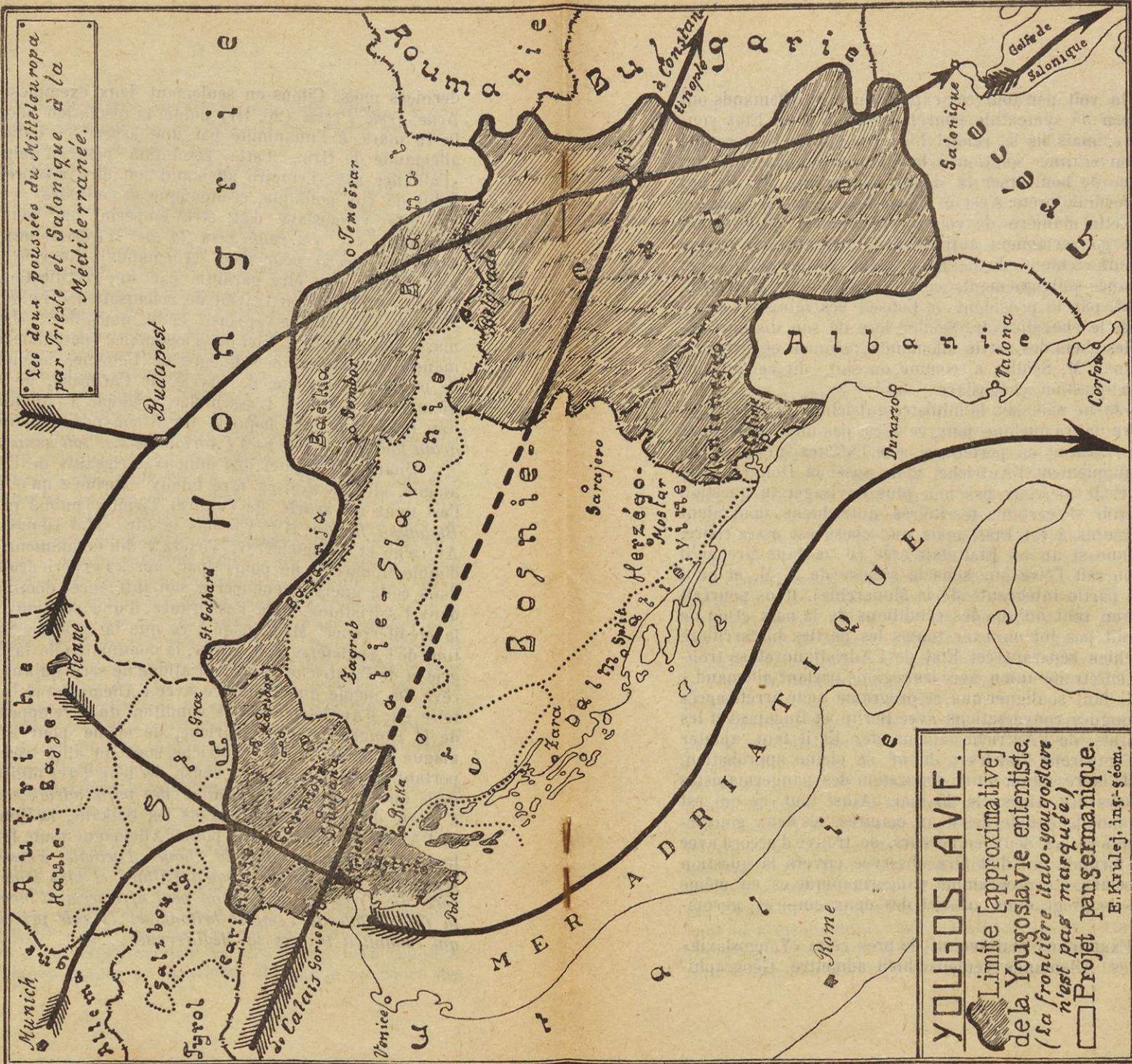
Des citations analogues pourraient se trouver dans tous les journaux allemands d'Autriche et d'Allemagne, sauf peut-être dans quelques organes de l'extrême gauche.

Cette même opinion au sujet de la question yougoslave a été exprimée dans les très nombreuses réunions populaires tenues en Autriche allemande au cours des

derniers mois. Citons-en seulement deux exemples. La *Neue Freie Presse* (20. III) publie la résolution adoptée, le 19 mars, à l'unanimité par une assemblée nationale allemande de Graz. Cette résolution pose en fait que «l'alliance avec l'empire allemand doit être renforcé au point de vue politique, économique et militaire» et qu'«un Etat yougoslave doit être empêché par tous les moyens», car «la route vers la mer (Adriatique) doit demeurer ouverte pour nous (Allemands). La voie libre vers Trieste doit être garantie par une rectification des frontières et par un travail de colonisation.» Le *Fremdenblatt* (26. III) a apporté cette nouvelle: «Le 24 mars s'est réunie à Vienne l'assemblée nationale allemande comprenant des délégués de Bohême, de Vienne, de la Basse Autriche, de Styrie, de Carinthie, de Carniole et du Littoral. L'assemblée a adopté à l'unanimité une résolution dans laquelle les Allemands demandent avant tout que la voie vers l'Adriatique leur soit assurée...»

Quant à l'opinion des milieux dirigeants de l'Allemagne, elle ne saurait être mieux exprimée qu'elle ne l'est dans un article de l'amiral Tirpitz, publié par le *Budapesti Hirlap* (12. V) sous le titre «La Hongrie, l'Autriche et l'Angleterre». Tirpitz y dit notamment: «La double Monarchie ne pourra pas, après l'expérience faite dans cette guerre, renoncer à son influence dominante dans l'Adriatique, ni à l'assurance d'une position dans la Méditerranée. Mais jusqu'à ce que la tyrannie maritime de l'Angleterre soit abolie, la domination de la Hongrie et de l'Autriche sur l'Adriatique ne sera qu'un beau rêve. De même que l'alliance avec l'Allemagne et la victoire sur l'Angleterre est la condition du développement de la Hongrie et de l'Autriche, de même pour l'Allemagne la Hongrie et l'Autriche sont un allié très important. Non seulement à cause de leur force militaire, mais aussi comme propriétaires des ports adriatiques et à cause de leur influence dans les Balkans, la Hongrie et l'Autriche représentent pour l'Allemagne toute la valeur d'une alliance dont le champ d'activité s'étend de Hambourg et d'Anvers jusqu'à Cattaro et plus loin encore. De Trieste et de Pola on peut efficacement menacer la force vitale de l'empire britannique, la voie principale qui conduit à travers la Méditerranée...»

Les deux poussées du Mittel-europa
par Trieste et Salomique à la
Mediterranée.



On voit par tout cet exposé que les Allemands ont très peu de sympathie pour la création d'un Etat yougoslave; mais ils se rendent bien compte de la nécessité de trouver une solution à la question yougoslave, qui menace de bouloeriser la double Monarchie. Et ils ont leur formule prête: c'est *la Yougoslavie sans les Slovènes*.

Cette manière de voir a été adoptée entièrement par le gouvernement autrichien — conséquence logique du renforcement de l'alliance avec l'Allemagne — et proclamée publiquement, comme programme gouvernemental, par le président du Conseil des ministres autrichiens, le chevalier dr. Seidler, lors de son discours devant les chefs des partis allemands, polonais et ruthènes, le 3 mai. M. Seidler a, comme on sait, dit ce qui suit sur la question yougoslave.

«Je ne sais, dit le ministre autrichien, si l'Etat yougoslave naîtra quelque jour, ce n'est pas impossible, mais on ne saurait en parler ici, car l'affaire ne concerne pas uniquement l'Autriche, mais aussi la Hongrie et la Bosnie. Je ne veux pas non plus envisager la question de savoir si certains territoires autrichiens pourraient être réunis à cet Etat, mais une chose est assez claire: c'est que si un tel Etat était créé (il va sans dire qu'il ne pourrait l'être que sous le sceptre de S. M. et qu'il ferait partie intégrante de la Monarchie), il ne pourrait l'être en tant qu'une des conditions de la paix et on ne pourrait pas lui annexer toutes les parties du territoire autrichien séparant cet Etat de l'Adriatique et se trouvant en étroite union avec les régions parlant allemand.»

Il faut souligner que ce programme a été arrêté après des longues conversations avec Berlin et Budapest et les Volksrats de l'Autriche allemande. Et il faut ajouter que l'empereur Charles a donné sa pleine approbation, lors de la réception d'une députation des pangermanistes des pays des Alpes, le 25 mai. Ainsi tout ce qui est allemand, le peuple des deux empires, les deux gouvernements et les deux empereurs, se trouve d'accord avec cette formule qui doit être observée envers la question yougoslave. Le programme pangermanique est en même temps le programme officiel des deux empires germaniques.

Examinons maintenant de près cette «Yougoslavie» que les Allemands veulent bien admettre. Géographi-

quement, elle engloberait les pays suivants: la Croatie-Slavonie comme centre, la Dalmatie, la Bosnie et l'Herzégovine, éventuellement aussi le Monténegro et la partie de la Serbie qui ne serait pas annexée par la Bulgarie. Seraient donc exclus, en outre des régions de la Hongrie peuplées par les Yougoslaves (le Banat, la Batchka, la Baranya, le Médjoumourié et le Prékmourié), surtout et avant tout les pays de l'Autriche peuplés par les Slovènes: la Carniole, la Styrie du Sud, la Carinthie méridionale, la partie slovène de la Goritzia et l'Istrie croate et slovène. Trieste n'en ferait naturellement pas non plus partie. Ce serait donc *la réunion partielle des Croates et des Serbes, à l'exclusion complète des Slovènes.*

Quels avantages une pareille solution de la question yougoslave présenterait-elle pour les Allemands? N'en énumérons que les essentiels.

Premièrement: Comme cette Yougoslavie ferait partie intégrante de la monarchie habsbourgeoise, qui, de son côté, se trouve le plus étroitement alliée avec l'Allemagne, elle devrait mettre toutes ses forces militaires et économiques au service de la Mitteleuropa pangermanique. Elle serait trop petite et trop faible pour pouvoir s'y refuser. Ainsi l'influence allemande n'y serait contrecarrée par aucune autre influence; car elle serait trop fortement tenue par les Allemands de son côté nord et par la filiale allemande, les Magyars, du côté oriental. Elle ne pourrait communiquer directement avec le reste du monde que par la mer Adriatique. Mais quel serait le sort de cette mer?

Deuxièmement: Cette Yougoslavie devrait laisser la partie septentrionale de la mer Adriatique dans la possession immédiate de l'Autriche allemande, c'est-à-dire entre les mains de l'Allemagne. Les pays yougoslaves situés au Nord de l'Adriatique (Carniole, Styrie, Carinthie, Goricie) serviraient aux Allemands comme des débouchés sur Trieste et l'Istrie. En tenant solidement les boulevards septentrionaux de l'Adriatique et en se servant à son gré aussi du littoral croato-serbe, le peuple allemand — guidé par deux grandes puissances allemandes étroitement alliées, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie — deviendrait bientôt maître absolu de l'Adriatique. Une fois les pays slovènes germanisés, la langue

allemande se répandrait sans interruption depuis Hambourg jusqu'à Trieste. L'Adriatique entre les mains allemandes, ce serait le prélude de l'attaque contre les flottes des Etats méditerranéens, le commencement de la réalisation du rêve pangermanique de la Méditerranée allemande. Une fois que les Slovènes seraient écrasés, le coup direct serait porté à l'Italie, à la France et à l'Angleterre. *C'est en partant de l'Adriatique que l'Allemagne s'efforcerait de conquérir l'Egypte, le Maroc etc.*

Troisièmement : Ainsi la question yougoslave serait «solutionnée» avant la fin de la guerre, et l'Allemagne et l'Autriche pourraient la présenter, à la conférence de la paix, comme n'existant plus. Ce serait un fait accompli, comme en Ukraine, en Finlande, en Roumanie. Dans tous ces pays, l'Allemagne a réussi à satisfaire au moins l'un des partis. Et tout le travail allemand, jusqu'au congrès de la paix, y sera concentré dans l'effort de renforcer vis-à-vis de leur pays la position des partis germanophiles qui ont accepté la solution allemande. Au congrès de la paix, l'Allemagne représentera les solutions allemandes concernant ces pays comme correspondant à la volonté de leurs habitants. C'est le même résultat que les Allemands comptent obtenir avec ce plan qu'ils appellent malicieusement la solution «croate» de la question yougoslave. Ils espèrent contenter au moins les Croates, ou plutôt une partie des Croates, ce qui attendrait la solidarité yougoslave dans le vif. Heureusement, le jeu ne leur sera pas très facile ici, car les Croates ont fait une trop amère expérience de la domination des Habsbourg et ils sont, dans leur énorme majorité, des trop chauds et résolus partisans du yougoslavisme intégral, pour prêter l'oreille aux suggestions allemandes. Néanmoins, un certain danger existe.. Il y a en Croatie et en Bosnie un parti, celui de Stadler-Frank, qui est disposé, pour des raisons opportunistes, à accepter le programme de Seidler. Il est vrai que ce parti est presque sans écho dans le peuple croate, mais l'Autriche, la cour et les Allemands s'efforcent par tous les moyens de le renforcer. Si un décret de l'empereur réalise le plan pangermaniste, le gouvernement dans cette Yougoslavie «croate» sera confié au parti Stadler-Frank. Et l'on sait qu'il est très

difficile de renverser un gouvernement qui règne avec l'aide et au nom de l'Allemagne. Voilà le danger.

Ce sont ces trois points principaux que les Allemands ont eu devant les yeux lorsqu'ils se décidèrent à favoriser la création d'une Yougoslavie sans les Slovènes. Quiconque voit clairement, sera forcé d'apercevoir le grand danger que présente cette solution, tout d'abord pour le peuple yougoslave lui-même, en suite aussi pour toutes les puissances méditerranéennes : l'Italie, la France et l'Angleterre, ainsi que pour la Grèce.

Solution ententiste et démocratique.

A la solution allemande de la question yougoslave il faut opposer la solution ententiste qui sera en même temps une solution nettement démocratique, car elle correspond entièrement au principe de l'autodisposition des peuples.

Quelles exigences l'Entente peut-elle avoir comme groupe d'Etats vis-à-vis de la future Yougoslavie ?

Premièrement : Le futur Etat yougoslave doit être véritablement libre. Il ne doit, avant tout, dépendre ni politiquement ni économiquement ni culturellement de l'Allemagne.

Deuxièmement : La Yougoslavie doit être un Etat solide et sain qui poursuivra une politique nationale naturelle. Elle doit donc s'élever sur des bases naturelles et correspondre aux voeux de la population. C'est seulement si les désirs du peuple sont satisfaits qu'elle pourra être un élément de paix et non de troubles.

Troisièmement : Elle devra donner des garanties certaines, fondées sur sa position géographique, politique et économique comme sur l'esprit même de sa population, qu'elle servira toujours, en membre résolu et fidèle, les buts communs des peuples et des Etats libres de l'Europe et du monde entier. L'Entente ne pourra, cela va sans dire, appuyer efficacement que la création d'un Etat qui fera toujours cause commune avec les nations qui défendent aujourd'hui la liberté du monde devant l'impérialisme allemand.

Pour que la Yougoslavie soit indépendante, elle doit tout d'abord être assez grande et assez forte pour pouvoir se maintenir. Tel serait *l'Etat intégral des Serbes, Croates et Slovènes*, avec une superficie de 280.000 km carrés (très peu inférieure à celle de l'Italie) et 12 millions d'habitants d'une race fière, saine et vigoureuse. Il faut donc que la question yougoslave soit résolue intégralement, que les pays slovènes, la Serbie et le Monténégro fassent partie de la Yougoslavie.

Au point de vue géographique et militaire, la Yougoslavie intégrale contiendrait deux puissants boulevards naturels contre la poussée allemande vers le Sud. La Serbie, maîtresse de la vallée de la Morava, empêcherait la poussée allemande vers Salonique, Constantinople et l'Asie Mineure ; la Slovénie barrerait la route directe vers l'Adriatique et la Méditerranée. Les pays croates serviraient de liaison entre les deux forteresses latérales : slovène et serbe. Il est hors de doute que, s'il y aura une Yougoslavie hors de l'Autriche, la Serbie en fera partie. Ainsi la forteresse défendant Salonique sera sauvagardée. Reste la forteresse slovène, celle qui défend l'entrée de l'Adriatique.

Nous y avons insisté : bien avant le plan «Hambourg—Bagdad», le plan pangermanique «de la Baltique à l'Adriatique» existait déjà. C'est de l'Adriatique, à travers les pays slovènes, que l'Allemagne va se préparer à conquérir la maîtrise sur la Méditerranée. Il est évident que les Etats méditerranéens ont un intérêt de tout premier ordre à voir s'établir au Nord de l'Adriatique une barrière qui empêchera la sortie des Allemands sur cette mer. **Cette barrière naturelle est constituée par les pays slovènes.** Si la Yougoslavie veut être indépendante, elle ne doit aucunement permettre que l'Allemagne s'établisse sur l'Adriatique ; car elle pourrait ainsi être attaquée de flanc, son commerce serait étouffé par la puissante flotte marchande allemande sur l'Adriatique et sa jeune liberté serait menacée dans son germe par la formidable flotte de guerre allemande. Le même danger menacerait immédiatement l'Italie et, dans un avenir prochain, l'Angleterre méditerranéenne, la France et la Grèce.

Ainsi nous croyons ne pas exagérer en affirmant que, pour l'*Entente*, le centre de la question yougoslave

est précisément dans les pays slovènes. C'est ce qu'a vu, il y a déjà un siècle, le génie de Napoléon³⁾.

Une Yougoslavie sans les pays slovènes ne serait pas vraiment libre et ne pourrait pas accomplir la grande tâche qui lui est dévolue par la nature: être, avec l'Italie, le gardien de la liberté sur l'Adriatique. Lorsque le jour arrivera où l'Entente pourra enfin dicter une paix juste et démocratique, nous croyons qu'on appréciera à sa juste valeur et à toute son importance la barrière slovène.

Il y a une autre tâche encore qui appartient aux pays slovènes: c'est de servir de **pont entre les puissances occidentales et les Balkans**. Si la Slovénie n'entrait pas dans la Yougoslavie, la France et l'Angleterre n'auraient aucune liaison libre, par voie de terre, avec les Balkans. Elles seraient obligées de passer, comme avant la guerre, par l'Allemagne et l'Autriche. Si au contraire la Slovénie fait partie intégrante de la Yougoslavie, la route, par chemin de fer: Calais—Paris—Milan—Gorice—Ljubljana—Zagreb—Belgrade—Constantinople pourra très avantageusement remplacer l'ancienne ligne de l'Express oriental: Calais—Paris—Munique—Vienne—Budapest—Belgrade—Sophia—Constantinople. La nouvelle route serait plus courte, éviterait les pays allemands et ne traverserait, depuis le canal de la Manche jusqu'à la Bulgarie, que des pays amis et alliés.

Cette liaison directe, par voie de terre, permettrait à la Yougoslavie de rester en contact constant avec l'occident européen. Elle lui permettrait de s'appuyer économiquement et culturellement, et non pas seulement politiquement, sur l'Italie, sur la France et sur le monde anglosaxon. Ainsi l'influence allemande dans les Balkans serait efficacement contrecarrée, et les pays de l'Europe sud-orientale ouvriraient largement leurs portes au commerce et à la civilisation de l'Europe occidentale. Et une puissante muraille vivante de nations libres et

³⁾ Il est intéressant et significatif de rappeler que Napoléon a fondé l'Illyrie avec l'intention précise de couper les Allemands de la Méditerranée. L'importance stratégique et politique qu'il attribuait à la barrière naturelle des pays slovènes ressort du fait qu'il a choisi comme capitale de l'Illyrie précisément Ljubljana (Laibach), la capitale slovène.

alliées, depuis l'Atlantique jusqu'à la Mer Noire (avec la Roumanie), s'opposerait à la poussée de l'imperialisme allemand vers les mers et les terres du Sud de l'Europe. La Méditerranée n'aurait pas à changer de maître, la route de l'Afrique et des Indes serait sauvegardée.

Mais les peuples de l'Entente, tant d'Europe que d'Amérique, ne combattent pas seulement pour leur existence et pour leur sûreté, mais en même temps aussi pour la liberté du monde, pour la victoire de la démocratie. Et c'est justement dans la question yougoslave que se trouve la preuve la plus évidente de la parfaite harmonie entre la justice et les buts de guerre de l'Entente, entre les voeux des peuples opprimés de l'Europe centrale et les intérêts vitaux des Etats de l'Entente. Tout le peuple yougoslave : les Slovènes, les Croates et les Serbes, demande son **union intégrale**⁴⁾ dans un Etat indépendant et combat de toute son énergie pour la réalisation de son droit. La même solution de la question yougoslave est exigée par l'intérêt vital des grandes puissances démocratiques.



⁴⁾ Cette Yougoslavie intégrale n'apporterait, il faut le souligner, aucune atteinte aux droits du peuple allemand, car elle ne demande pas un seul pouce du territoire habité par le peuple allemand. Tout aussi fausse est l'assertion allemande que la route de la mer leur serait fermée. N'ont-ils pas des mers libres dans le Nord ?

NARODNA IN UNIVERZITETNA
KNJIŽNICA



00000489186

Quelques déclarations des partis et des hommes politiques slovènes.¹⁾

I. Parti populaire.

Dr. *Antoine Korošec*, président du parti populaire slovène et du «Club Yougoslave» au parlement de Vienne: «...Nous n'avons qu'un seul but à poursuivre : l'**union et l'indépendance de notre nation des Slovènes, des Croates et des Serbes**. Les Allemands veulent passer sur nos corps pour surgir sur l'Adriatique. Mais, de même que notre peuple a su résister jadis à l'invasion des Turcs, tous les Slovènes, les Croates et les Serbes résisteront à la nouvelle invasion, celle des Allemands, et travailleront de toutes leurs forces en vue de la création de leur propre Etat, qui sera seul capable de leur offrir les conditions nécessaires à leur libre développement...» (Du discours prononcé le 17 mars 1918 à Žalec en Styrie).

II. Parti national-progressiste (parti démocratique yougoslave).

«...Les hommes de confiance du parti national-progressiste de Carniole, à l'assemblée du parti à Ljubljana, le 2 février 1918, déclarent: que la condition essentielle pour l'obtention d'une paix stable entre les peuples est la reconnaissance complète et omni-latérale

¹⁾ Nous ne rapportons ici que quelques fragments des très nombreuses déclarations faites par les partis politiques slovènes qui démontrent l'unanimité qui règne parmi les Slovènes en ce qui concerne la nécessité de créer un Etat indépendant des Serbes — Croates — Slovènes.

du droit des peuples de décider eux-mêmes de leur sort; en invoquant ce droit, ils voient le salut du peuple slovène dans l'union des Croates, des Serbes et des Slovènes dans un Etat indépendant.»

Dr. Vladimir Ravnihar, député au parlement de Vienne : « Le peuple yougoslave tout entier, jusqu'au dernier homme, jusqu'à la dernière femme, est convaincu, comme nous le sommes, que le peuple des Croates, des Serbes et des Slovènes doit organiser lui-même son avenir dans son propre Etat libre. » (Du discours prononcé le 6 mars 1918 au parlement de Vienne.)

III. Parti socialiste démocrate yougoslave (fraction slovène) :

« ...Le comité exécutif du parti social-démocrate yougoslave proteste de la façon la plus énergique contre le gouvernement de Seidler, qui menace de persécuter le peuple yougoslave à cause de ses aspirations à un Etat libre de la nation aux trois noms (Serbes, Croates et Slovènes)... et considère de son devoir de dire d'une façon claire et précise, au sein de son parti, ainsi que dans les assemblées, que le prolétariat yougoslave est complètement d'accord avec le peuple entier... »
(Déclaration du 5 juin 1918).

M. Golouh : « Le peuple yougoslave, qui demande aujourd'hui de façon unanime le resserrement de tous les rangs du peuple, doit savoir qu'il a dans les socialistes démocrates slovènes les camarades les plus fermes et les plus résolus dans la lutte pour le but commun. Que le monde entier le sache: le peuple yougoslave tout entier, sans distinction de partis, saura obtenir par la lutte ce qu'il considère comme condition de son meilleur avenir dans la liberté. Vive l'Etat yougoslave libre et indépendant! » (Déclaration faite au nom du parti, dans une assemblée populaire à Trieste, le 30 mai 1918).

